



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Nancy
11 rue de l'Île de Corse
54022 Nancy Cedex

Nancy, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ESKA

245 rue Marie Marvingt
ZI de la Croix d'Argent
54200 Toul

Références : 2026_0263
Code AIOT : 0006207713

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2026 dans l'établissement ESKA implanté 245 rue Marie Marvingt ZI de la Croix d'Argent 54200 Toul. L'inspection a été annoncée le 04/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection entre dans le cadre d'une action de contrôle ciblée sur la gestion des eaux pluviales des sites présentant des enjeux environnementaux, notamment ceux relevant des installations de tri et de transit de déchets (TTD - rubrique 271x).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESKA

- 245 rue Marie Marvingt ZI de la Croix d'Argent 54200 Toul
- Code AIOT : 0006207713
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités de l'établissement de la société ESKA - DERICHEBOURG à TOUL concernent la récupération, l'entreposage et le tri de déchets principalement métalliques apportés par les particuliers ou de sociétés tierces. Le stockage de batteries au lithium n'est pas autorisé sur le site.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 11
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 22/11/2021, article 4.3.2	Demande d'action corrective	6 mois
7	Gestion des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 22/11/2021, article 4.3.8	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 22/11/2021, article 4.2.2	Sans objet
2	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 22/11/2021, article 4.2.3	Sans objet
3	Identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 22/11/2021, article 4.3.1	Sans objet
5	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 22/11/2021, article 4.3.4	Sans objet
6	Aménagement du point de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 22/11/2021, article 4.3.6.2	Sans objet
8	Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 22/11/2021, article 4.3.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour du contrôle, les éléments présentés concernant la gestion des eaux pluviales n'ont pas démontré de dysfonctionnement.

Toutefois, il est demandé à l'exploitant de s'assurer du bon remplissage des Bordereaux de Suivi de Déchets par son prestataire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2021, article 4.2.2
Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître: <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation;• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...);• les secteurs collectés et les réseaux associés;• les ouvrages des toute sortes (vanne, compteurs...);• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Le jour du contrôle, l'exploitant a présenté le plan à jour de ses réseaux. Ce plan a également été transmis par courrier électronique. Sur ce site, il n'y a pas d'eau de process, seulement des eaux pluviales et sanitaires. Le plan fait bien apparaître les éléments précisés dans la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2021, article 4.2.3
Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant suit son plan d'entretien des réseaux de collecte des effluents à travers un tableau de bord interne géré par la Responsable QHSE qui précise pour chaque élément la fréquence d'entretien minimale et la date du dernier contrôle.</p> <p>Les fréquences définies pour l'entretien du bassin et des canalisations est de 3 ans, pour le séparateur d'hydrocarbures 1an. Au delà de ces entretiens, une auto-surveillance mensuelle est organisée pour détecter d'éventuelles dérives de fonctionnement susceptibles de déclencher l'entretien avant les échéances définies ci-dessus.</p> <p>Le suivi de ce tableau de bord est accessible sur l'intranet de l'entreprise pour permettre à chaque intervenant de l'amender.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Identification des effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2021, article 4.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • les eaux domestiques (lavabos, sanitaires, WC...); • les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées; • les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment les eaux de voirie, les eaux de la plateforme collectées dans le bassin de confinement ainsi que les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction).
<p>Constats :</p> <p>D'après les plans des réseaux et l'organisation du site, il apparaît qu'il n'y a pas d'eaux de process. Les effluents aqueux du site ne sont que les eaux domestiques et les eaux pluviales. Ces dernières sont toutes traitées comme susceptibles d'être polluées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Collecte des effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2021, article 4.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles des eaux pluviales.</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduelles et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir</p>

un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.

Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Constats :

Le réseau de collecte isole les eaux domestiques des eaux pluviales.

Le séparateur d'hydrocarbures, dispositif de traitement du site, est entretenu régulièrement par l'exploitant. Le dernier entretien, réalisé par un prestataire, date du 19 mars 2026. Le bordereau de suivi de déchet (BSD) n'était pas encore disponible le jour du contrôle, il a été transmis par courrier électronique en date du 23 mars 2023. Le précédent BSD avait été présenté le jour du contrôle.

Le plan des réseaux transmis présente bien l'ensemble des dispositifs prévus par la prescription.

Le BSD présenté le jour du contrôle, BSD-20240910-KT9TMHTCN, affiche au point 1.2 précise plusieurs points de collecte.

Ce type de bordereau ne doit comporter qu'un producteur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer de la bonne utilisation des bordereaux de suivi de déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2021, article 4.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été

procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur.

Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an.

Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le suivi s'effectue par le biais d'un tableau de bord interne.

Le séparateur d'hydrocarbures est conforme au dossier d'autorisation déposé en 2006.

L'exploitant a mis en place une ronde mensuelle pour s'assurer de l'état de ses équipements et notamment du séparateur d'hydrocarbures. Les constats sont consignés sur site. Ils n'ont jamais entraîné le déclenchement d'un entretien anticipé.

L'exploitant a présenté la dernière facture d'entretien périodique du séparateur qui précise que le matériel a été nettoyé, vidangé et remis en service.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Aménagement du point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2021, article 4.3.6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (DCO, concentration en polluant, etc.).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le site n'a qu'un seul point en sortie du séparateur dans le dernier regard avant le point de rejet.

Les caractéristiques de ce point de prélèvement ne sont pas remises en causes dans les derniers prélèvements effectués.
Le point de prélèvement est aisément accessible sur site et bien identifié sur le plan.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Gestion des eaux polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2021, article 4.3.8

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir. Le volume minimal utile du bassin de rétention est de 250 m³.

Constats :

Le site est équipé d'un bassin de décantation en amont du séparateur d'hydrocarbures. Ce bassin de rétention est prévu pour accueillir 250 m³. Il est équipé d'une vanne de sectionnement manuelle.
Le jour du contrôle, en montrant l'actionnement de la vanne, l'exploitant a cassé la clé manuelle. La réparation a aussitôt été prévue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour palier à ce genre de situation (casse matériel) en cas d'urgence, l'inspection demande à l'exploitant quelle solution il compte mettre en place pour s'assurer de la disponibilité permanente d'un moyen d'actionnement de la vanne.
L'exploitant devra informer l'inspection de la solution sous un délai de un mois à réception du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2021, article 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Paramètre	Code Sandre	Concentrations maximales
MES	1 305	35 mg/l

DCO	1 314	125 mg/l
DBO5	1313	30 mg/l

Paramètre	Code Sandre	Concentrations maximales
Hydrocarbures totaux	7 009	5 mg/l
Fer et ses composés	1393	5 mg/l
Métaux totaux	8096	15 mg/l
Arsenic et ses composés (en As)	1369	25 µg/l
Cadmium et ses composés	1388	25 µg/l
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	1389	0,1 mg/l (dont CrVI ⁺ : 50 µg/l)
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,15 mg/l
Mercure et ses composés (en Hg)	1387	25 µg/l
Nickel et ses composés	1386	0,2 mg/l
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	0,1 mg/l

Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,8 mg/l
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	15 mg/l
Indice phénols	1440	0,3 mg/l
Cyanures libres	1084	0,1 mg/l
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	1117	25 µg/l (somme des 5 composés visés)
Benzo(a)pyrène	1115	
S o m m e Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	-	
Somme Benzo(g,h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	-	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106	1 mg/l

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m³/j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit.

Les résultats des mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Les résultats des mesures prescrites au présent article doivent être conservés pendant une durée d'au moins six ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le jour du contrôle, l'inspection a interrogé l'exploitant sur les deux dernières années de suivi. Les paramètres sont bien analysés. Toutefois, le laboratoire précise un nombre croissant de paramètres réalisés hors accréditation.

L'exploitant a transmis par courrier électronique du 20 mars 2026, une lettre envoyée à son prestataire à ce sujet pour lui demander de mettre des moyens en œuvre avant la prochaine campagne pour éviter cette perte d'accréditation.

Type de suites proposées : Sans suite